

prononcé par l'actuel secrétaire d'État (M. Pelletier) le mardi 14 janvier, il y a deux jours, à l'hôtel Waldorf-Astoria à New York, m'a aussi impressionné. Le ministre adressait alors la parole aux membres de la Compressed Gas Association. J'ai eu la chance de pouvoir jeter un coup d'œil sur ce discours; les remarques d'ouverture du ministre ont porté sur ce problème. Voici comment le secrétaire d'État actuel a commencé son discours:

«J'ai longtemps cru que le Canada livrait un combat d'arrière-garde contre l'inévitable. Vivant près de notre pays qui a une population dix fois plus importante que la leur et un produit national brut quatorze fois plus élevé, les Canadiens reconnaissent qu'ils ont besoin des capitaux américains; mais, en même temps, ils sont bien décidés à maintenir leur indépendance économique et politique... Leur combat sera difficile—et sans doute, avec les années, ils le perdront... Ainsi, bien que je comprenne les raisons qui motivent la position du Canada, je ne puis prédire que ses politiques actuelles feront long feu.»

Ainsi s'exprimait M. George W. Ball dans son livre intitulé: *The Discipline of Power*, publié l'année dernière à New York. Comme vous le savez, M. Ball a été sous-secrétaire d'État sous les administrations Kennedy et Johnson. L'opinion personnelle qu'il exprime sur l'avenir du Canada me semble refléter l'opinion des Américains.

Le Canada, 51^e État de l'Union?... Au fond, l'idée n'est pas tellement fantastique.

Ainsi, aujourd'hui je vous parle en anglais, langue commune tant aux Canadiens qu'aux Américains.

C'étaient là les premiers paragraphes du discours du secrétaire d'État sur l'attitude des États-Unis à l'égard de l'indépendance financière, économique et politique du Canada. Il avait sans doute de bonnes raisons de parler ainsi, car plus loin dans son discours il explique comment le gouvernement canadien a chargé la Commission Watkins d'étudier la mainmise étrangère, en raison de l'inquiétude manifestée par de nombreux Canadiens à ce sujet. A la page 24 de son discours, on lit le passage suivant:

Vous savez mieux que quiconque combien l'économie américaine a influé sur celle du Canada. Le rapport de la Commission Watkins, chargée d'étudier le problème de la mainmise étrangère dans les cadres industriels du Canada, commence par ces mots:

«L'ampleur du contrôle étranger sur l'industrie canadienne atteint des proportions inégales dans le monde des pays industriels. Les Canadiens ont conscience des apports économiques positifs de l'investissement étranger. Néanmoins, ils sont perplexes quant aux présages à tirer de l'ampleur actuelle du contrôle étranger pour l'avenir du Canada en tant que nation indépendante et pour la croissance future de son économie.»

Certains experts sont même beaucoup plus catégoriques: ils sont persuadés que les Canadiens ont déjà sacrifié délibérément les avantages de leur indépendance économique future, en échange des avantages immédiats d'un niveau de vie élevé.

• (5.30 p.m.)

Il cite ensuite quelques données statistiques:

... en 1965, plus de 60 p. 100 du produit national brut du Canada provenait d'investissements étrangers dans notre pays et environ 75 p. 100 de ceux-ci étaient américains. Donc, 45 p. 100 du produit national brut du Canada provenait directement des États-Unis—et cela par l'intermédiaire de 6,000 sociétés industrielles et commerciales appartenant à des intérêts américains ou contrôlées par eux. Cela représente environ 14 milliards de dollars. Au Canada, les États-Unis possèdent:

—plus de 60 p. 100 de l'industrie du pétrole et du gaz naturel;

—environ 60 p. 100 des mines et des raffineries;

—35 p. 100 de l'industrie de la pâte et du papier;

—45 p. 100 des usines;

—13 p. 100 des services publics;

—plus de 50 p. 100 des industries chimiques, électriques et du matériel agricole...

Nous pourrions poursuivre cette énumération à l'infini, mais les données statistiques sont parfois trompeuses et toujours ennuyeuses. Nous ferions mieux d'en rester là.

Quand on lit le discours intéressant et instructif de notre secrétaire d'État, qui révèle l'étendue de la mainmise étrangère au Canada et qu'on met en regard l'attitude actuelle du gouvernement qui ne tient pas à mettre fin à l'emprise étrangère sur nos avoirs mais au contraire à l'encourager, on a certes bien raison de s'alarmer de l'attitude qui règne aujourd'hui à la Chambre, du côté du gouvernement.

Le Canada a connu d'humbles débuts après sa naissance, en 1867. Nous étions d'abord un pays agricole. Au fil des ans, nous avons développé non seulement notre agriculture mais encore notre vie industrielle. Ces progrès sont l'œuvre de Canadiens dévoués, disposés à consacrer leur temps et leurs talents à l'expansion de l'économie canadienne qui s'est affermie avec les années. Mais après la première guerre, ou depuis les 40 dernières années, notre pays fait l'objet d'une pénétration incessante de la part de nos amis du Sud. Leurs capitaux et leurs spécialistes nous ont envahis ainsi que leur technique plus récente qui consiste à développer, chez nous, une économie industrielle fondée sur les filiales. Quand on lit la longue liste des compagnies régies par la Société qui nous intéresse actuellement, on comprend que les Canadiens n'aient presque plus d'emprise sur une pénétration de cette importance. Si nous perdons le contrôle financier de notre pays, nous risquons de perdre aussi notre indépendance politique. C'est pourquoi notre secrétaire d'État s'est tellement inquiété de l'attitude de George Ball, ancien secrétaire d'État des présidents Kennedy et Johnson.